



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

14 octobre 2004

Volume 3, Numéro 9

LIGNE DE FOND.....	1
L' "Agenda du Développement " en marche à l'OMPI.....	1
Le Comité du Commerce et du Développement (CCD) de l'OMC se penche sur l'assistance technique, les produits de base et les questions de durabilité	3
NOUVELLES DE L'OMC	4
La session du Comité de l'agriculture de l'OMC discute des prochaines étapes du Paquet de Juillet	4
Les Membres de l'OMC s'activent en vue de la libéralisation des contingents pour les textiles.....	5
Réunion d'experts du commerce et des migrations sur le mode 4 de l'AGCS.....	7
SUR LE FIL	8
ACP-UE : les Etats ACP fournisseurs de sucre s'attaquent aux arguments avancés par la Commission européenne en vue de la réforme du protocole sucre	8
Réunion à Harare d'experts de l'Afrique australe sur les biotechnologies.....	9
Le Prix Nobel de la Paix 2004 attribué à l'écologiste Kenyanne Wangari Maathai	10
EVÈNEMENTS	11
PUBLICATIONS.....	13

LIGNE DE FOND

L' "Agenda du Développement " en marche à l'OMPI

En réponse à une proposition avancée par le Brésil et l'Argentine, l'Assemblée Générale de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), tenue du 29 septembre au 5 octobre dernier à Genève, a adopté une décision visant à faire avancer les discussions sur un 'agenda du développement' à l'OMPI en initiant une série de réunions d'intersession, qui feront rapport à la prochaine Assemblée générale. Des discussions ont également eu lieu sur les travaux en cours concernant le Traité relatif aux règles de fond en matière de brevets, la hausse des contributions découlant du Traité de coopération en matière de brevets et une réponse de l'OMPI à une demande d'information émanant des Parties à la Convention relative à la diversité biologique (CDB) sur la relation entre la divulgation de l'origine et la propriété intellectuelle.

L'OMPI aborde l'Agenda du développement

Le Brésil et l'Argentine avaient présenté à l'Assemblée générale une proposition (WO/GA/31/11) sur l'intégration d'un agenda du développement dans tous les organes de l'OMPI. Durant la réunion de l'Assemblée, d'autres pays ont adhéré à la proposition en tant que co-parrains, à savoir la Bolivie, Cuba, la République dominicaine, l'Equateur, l'Egypte, l'Iran, le Kenya, le Pérou, la Sierra Leone, l'Afrique du sud, la Tanzanie et le Venezuela. Certains autres pays ont formulé des préoccupations spécifiques ayant trait au développement et liées aux travaux de l'OMPI. Notamment, l'UE a demandé au Secrétariat de

l'OMPI d'analyser l'incidence de ses travaux sur les Objectifs du Millénaire pour le développement.

L'Assemblée a adopté une décision visant à tenir des réunions d'intersession qui seraient ouvertes aux Etats Membres, aux organisations intergouvernementales (OIG) et aux ONG accréditées. De plus, un rapport sera préparé d'ici le 30 juillet 2005, puis présenté à la prochaine Assemblée générale de l'OMPI, en septembre 2005. Même si le Brésil et l'Argentine avaient initialement suggéré la mise sur pied de 'groupes de travail' spécifiques, la décision concernant la série de réunions d'intersession a été perçue comme fructueuse pour la poursuite du débat sur la question. L'OMPI s'est également engagée à organiser des séminaires internationaux conjoints sur la propriété intellectuelle et le développement, avec d'autres organisations multilatérales telles que la CNUCED, l'ONUDI, l'OMS et l'OMC.

Résistances sur un processus en deux étapes pour les négociations sur le Traité relatif aux règles de fond sur les brevets

L'Assemblée a également abordé la question de savoir comment faire avancer les discussions sur le Traité relatif aux règles de fond en matière de brevets. Deux questions principales ont été soulevées. En premier lieu, les pays ont débattu d'une proposition présentée par le Japon, l'UE et les Etats-Unis au Comité permanent du droit des brevets, qui identifiait quatre questions devant être traitées en priorité. Il s'agirait des définitions de "prior art" (Rapport inventif préalable), du délai de grâce, de l'innovation et l'activité inventive (non évidente). A un stade ultérieur, le Comité couvrirait le projet de Traité dans son ensemble et examinerait des questions telles que la déclaration de l'origine des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles, la santé publique et les exceptions aux critères de brevetabilité.

Aucun consensus n'a pu être dégagé sur cette question car les pays en développement n'ont pas accepté d'avancer sur le Traité dans un processus en deux stades qui laisserait de côté un nombre important de leurs propositions. Le directeur général entreprendra des consultations sur cette

question en dehors de l'Assemblée générale. Aucune date ne sera fixée pour la prochaine réunion du Comité permanent tant que ces consultations n'auront pas été finalisées.

Trop ou trop peu : les contributions découlant du Traité de coopération sur les brevets

Un point de discussion supplémentaire a été la suggestion avancée par le Secrétariat de l'OMPI de rehausser les contributions découlant du Traité de coopération sur les brevets. Le Secrétariat a laissé entendre qu'il fonctionnait avec un déficit en ce qui concerne ses dépenses et - pour couvrir l'augmentation des coûts de ses activités - a proposé la hausse des contributions. Alors que certains pays développés ne souhaitaient pas cette hausse, de nombreux pays en développement n'ont pas considéré la proposition comme négative, en particulier si une telle hausse permettait l'expansion des activités de coopération technique. En fin de compte, aucun consensus n'a pu être atteint sur la question et il a été décidé que le Comité du budget des programmes de l'OMPI débattrait de la question de l'ajustement des contributions et tout changement à apporter aux contributions serait repoussé à la prochaine réunion. Ce débat peut avoir lieu ultérieurement lors d'une réunion exceptionnelle de l'Assemblée générale.

L'OMPI prend en compte la demande de divulgation de l'origine émanant de la CDB

L'Assemblée a également mis en place un cadre pour répondre à l'invitation de la Conférence des Parties à la CDB - faite en février, lors de la 7ème réunion de la Conférence des Parties, afin d'examiner et, le cas échéant, de prendre en compte l'interrelation de l'accès aux ressources génétiques et les prescriptions de divulgation dans l'application des droits de propriété intellectuelle. Durant les discussions, les membres de l'OMPI étaient divisés sur le point de savoir si la réponse devait être préparée par le Comité intergouvernemental de l'OMPI sur la propriété intellectuelle, les connaissances traditionnelles, les ressources génétiques et le folklore ou le Comité permanent des brevets ou le Groupe de travail de la

Réforme du Traité de coopération sur les brevets. Alors que la plupart des pays développés souhaitent que le processus soit mené par le Comité intergouvernemental, les pays en développement insistent sur le fait que le processus devaient également impliquer d'autres organes pertinents de l'OMPI, tels que le Comité permanent des brevets et le Groupe de travail de la Réforme du Traité de coopération sur les brevets. Le cadre final crée un nouveau processus qui sera dirigé par le directeur général de l'OMPI et comprendra les commentaires et les réactions de différents organes de l'OMPI, ainsi que des observateurs à l'OMPI.

Le Comité du Commerce et du Développement (CCD) de l'OMC se penche sur l'assistance technique, les produits de base et les questions de durabilité

Le Comité du Commerce et du Développement de l'OMC s'est réuni les 28 et 29 septembre derniers pour poursuivre les négociations sur l'assistance technique pour l'année à venir. Les Membres ont discuté des prix des produits de base et de la façon de rendre opérationnelle le Paragraphe 51 de la Déclaration de Doha sur le Développement Durable. Présidée par l'Ambassadeur Trevor Clarke (Barbade), les discussions ont aussi porté sur la question de la graduation des Pays Membres les moins avancés.

Divergences sur l'assistance technique

Suite à la décision de l'Accord Cadre de Juillet d'exclure les thèmes de Singapour du Cycle de Doha en dehors du thème de la facilitation des échanges, plusieurs Membres doutent de la nécessité de continuer à fournir de l'assistance technique pour ces questions. Ils ont soutenu que cette assistance technique serait plus utile dans les domaines de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), les services, les ADPIC, la facilitation de commerce et l'agriculture.

Les Communautés Européennes et le Japon qui considèrent que ces thèmes restent encore à la périphérie des négociations à l'OMC hésitent à éliminer leur assistance sur ces secteurs. D'un autre côté, la Chine a suggéré de budgétiser cette assistance pour l'agriculture, la facilitation des échanges et les services, alors que le Kenya considérerait l'agriculture et les services comme les domaines dignes d'assistance technique. Aucune décision finale n'a été prise sur la question.

Quelles options pour les produits de base ?

Le Directeur Général du Fonds Commun des produits de base et l'ex. Ambassadeur de Tanzanie Monsieur Ali Said Mchumo ont présenté au Comité leurs inquiétudes sur la situation des produits de base. Leur présentation s'est basée sur une proposition précédente au Comité du Kenya, de l'Ouganda, et de la Tanzanie, en date du 19 mai 2003 (WT/COMTD/W/113) sur le besoin d'une action urgente de l'OMC pour traiter la crise créée par la dépréciation des prix des produits de base. Les Fonds Commun pour les produits de base a partagé son expérience sur la baisse du commerce de ces produits et des aspects liés à la relation entre ces produits et le développement. Parmi les autres options discutées figuraient les programmes de compensation financière.

Les membres ont suggéré deux voies de solutions pour le Comité. En se basant sur un document du Kenya, de l'Ouganda, et de la Tanzanie du 6 mai 2004 (WT/COMTD/W/130), ils ont préconisé d'inviter d'autres organisations internationales qui se sont spécialisées sur les produits de base -- telles que la FAO, la CNUCED et la Banque mondiale - pour recueillir leur avis et participer éventuellement aux réunions du Comité sur cette problématique. D'un autre côté, le Canada a proposé de commissionner une étude pour examiner de plus près les cas de pays qui ont pu utiliser le commerce des produits de base avec succès. Le Chili, l'Afrique du sud et le Brésil ont été cités, comme pouvant constituer des exemples de modèles de gestion des risques développés sur le continent africain.

Il a été demandé au Président de consulter les Membres avant la prochaine réunion pour déterminer la meilleure approche entre les différentes options présentées.

Quelle signification pour la " durabilité " ?

Les Membres ont poursuivi la discussion sur les implications du paragraphe 51 de la Déclaration de Doha au terme de laquelle "Le Comité du commerce et du développement et le Comité du commerce et de l'environnement serviront chacun, dans le cadre de leurs mandats respectifs, d'enceinte pour identifier les aspects des négociations relatifs au développement et à l'environnement, et pour débattre de ces aspects, afin d'aider à atteindre l'objectif visant à ce que le développement durable soit pris en compte d'une manière appropriée." Les délégués ont discuté en détail des problèmes d'interprétation de cette disposition dans le contexte actuel du mandat de Doha. Le Venezuela, en particulier, a soutenu que ce paragraphe 51 signifiait que le mandat du Comité du Commerce et du Développement devrait s'articuler autour des questions écologiques conformément au terme " durable ". Le président du Comité a suggéré que l'interprétation choisie devrait se référer au travail que le Comité avait lui-même accompli les deux dernières années. Les autres pays ont suggéré que la définition de "développement durable" est beaucoup plus large, et englobe les problèmes non seulement écologiques, mais aussi les problèmes d'équité, de croissance économique, de protection sociale, de stabilité, de bien-être des pays en voie de développement et les questions de développement traitées dans le cadre du Comité depuis le début de son mandat. Pour autant, aucune décision n'a été prise sur cette question.

Essai de clarification du processus de Graduation

Conformément à une soumission des Maldives sur la question de la graduation des PMA, le CCD a demandé au Secrétariat de l'OMC de préparer une note sur ses implications à l'OMC. A la dernière réunion de CCD, les Maldives ont présenté une soumission (WT/COMTD/W/128) demandant que le Comité recommande une série de mesures qui

les rendraient capables, avec d'autres PMA, de faire une transition douce vers le statut de pays en développement. Cette demande des Maldives est actuellement à l'étude à l'ONU, mais a été suspendue pendant que les Membres délibèrent sur un Rapport du Secrétaire-Général présenté au Conseil Economique et Social (ECOSOC) le 15 juillet. Le Rapport est intitulé " formulation d'une transition douce de graduation du statut de PMA à celui de PVD ".

Les Membres ont convenu de préparer deux études: l'un sur la procédure de graduation de l'ECOSOC et l'autre sur les mesures de traitement spécial et différencié de l'OMC.

Les prochaines réunions du CCD sont prévues les 3 et 16 Novembre prochains.

NOUVELLES DE L'OMC

La session du Comité de l'agriculture de l'OMC discute des prochaines étapes du Paquet de Juillet

Précédant la session spéciale du 8 octobre, le Comité de l'OMC sur l'Agriculture s'est réuni de manière informelle les 6 et 7 octobre derniers afin de discuter de la récente décision adoptée par le Conseil général de l'OMC le 1er août 2004.

Au cours des discussions menées par l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande Tim Groser, plusieurs Membres ont souhaité que d'ici à décembre 2006, date de la prochaine conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong, les modalités du dossier de l'agriculture soient précisées. Celles-ci concernent tout autant la forme que le fond du problème.

Sur le procédé de négociation lui-même, plusieurs propositions ont été faites. Beaucoup de délégations souhaitent connaître à l'avance la liste des sujets abordés pour que les pays puissent mieux s'y préparer. Tim Groser a répondu qu'il tenterait de trouver un juste milieu entre la flexibilité des négociations et une structure permettant la préparation des discussions. De son

côté, l'UE a suggéré que des groupes de travail puissent se rencontrer entre les sessions de négociations. Le rapport de force entre les pays a également été abordé ; le groupe du G-10 trouvant qu'un rôle disproportionné est accordé à quelques petits pays. L'Egypte a soulevé les problèmes rencontrés par les petites délégations qui, manquant de moyens, n'arrivent pas à suivre de manière satisfaisante les différentes réunions.

Concernant les problèmes de fond, l'Indonésie, ainsi que beaucoup de membres du G-33 (les Amis des Produits Spéciaux) a souligné l'importance de ces produits spéciaux et la survie d'un mécanisme de garantie spécial pour les pays en développement ; celui-ci devant être suffisamment flexible et " facile à utiliser " pour atteindre leurs objectifs de développement. Le Nigéria, parlant pour le Groupe Africain, a milité pour la création effective du sous-comité sur le coton prévu dans l'Accord-Cadre du 1er Août dernier, et a dit qu'il soumettrait des propositions allant dans ce sens. Les Communautés Européennes ont, pour leur part, réaffirmé l'importance qu'ont à leurs yeux les indications géographiques et le rôle multifonctionnel de l'Agriculture. Quant à la Colombie et l'Equateur, ils souhaitent aborder le problème du remplacement des plantations illégales de produits narcotiques par des produits tropicaux.

Enfin, la problématique du système de préférence a été abordée. La Jamaïque a souhaité son maintien tandis que le Costa Rica, la Colombie et l'Equateur ont exprimé des inquiétudes quant à ce système. Le Costa Rica a affirmé à ce sujet qu'il avait certes bénéficié d'un accès au marché préférentiel mais que ses gains étaient bien inférieurs aux coûts résultant des obstacles mis en place. Le groupe G20 des pays en développement a pour sa part souligné que le vrai problème résidait dans les aides économiques accordées par les pays développés, faussant les règles du marché.

Les Membres de l'OMC s'activent en vue de la libéralisation des contingents pour les textiles

Les pays Membres de l'OMC sont en train de préparer diverses initiatives destinées à atténuer l'impact de l'élimination progressive des contingents de textiles et de vêtements à la fin de cette année. Lors d'une réunion du Conseil du commerce des marchandises de l'OMC, le 1er octobre dernier, 7 pays ont présenté une proposition visant à faire prendre par l'OMC des mesures pour traiter de l'impact de l'élimination prochaine des contingents sur leurs fragiles industries de textiles et de vêtements. La proposition - émanant des pays suivants : Bangladesh, Maurice, République dominicaine, Fidji, Madagascar, Sri Lanka et Ouganda - demande au Secrétariat de l'OMC de préparer une étude sur les questions liées à l'ajustement et sur les coûts découlant de l'élimination des contingents, et d'établir un programme de travail à l'OMC pour débattre des solutions possibles aux problèmes identifiés dans l'étude.

Le programme d'action n'a toutefois pas été adopté en raison de la froideur de la réaction la Chine et de plusieurs autres Membres de l'OMC. Le président du Conseil du commerce des marchandises, l'ambassadeur Alfredo Vicente Chiaradia de l'Argentine, a convenu de mener dès que possible des consultations informelles entre les Membres, afin de débattre davantage de la proposition. Néanmoins, l'ambassadeur mauricien à l'OMC, S. B. Servansing, s'est déclaré satisfait des résultats de la réunion et du fait que " 38 pays ont pris la parole, aujourd'hui, pour appuyer la proposition, et je ne pense donc pas que l'OMC puisse à présent arrêter ceci définitivement. "

En dépit de spéculations selon lesquelles au moins un Membre pourrait préconiser la prolongation des contingents au-delà de la date limite du 1er janvier 2005, aucune demande de ce type n'a été avancée. Préalablement à la réunion, la GAFTT (Global Alliance for Fair Textile Trade), une alliance qui représente les associations d'industries textiles aux Etats-Unis et dans plus de 50 autres pays, avait

exercé des pressions en faveur d'une telle prorogation.

Positions adoptées par les acteurs clés

Plusieurs pays clés sont intervenus en faveur de la démarche de leur choix pour atténuer les problèmes entraînés par l'élimination progressive des contingents pour les textiles. Selon la Chine, l'élimination progressive devait se dérouler comme prévu et le meilleur moyen de traiter les coûts d'ajustement était de renforcer les programmes d'assistance de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international tout en éliminant les obstacles au commerce pour les petits producteurs vulnérables, par exemple les règles d'origine préférentielles. Les Etats-Unis ont manifesté leur intérêt pour la poursuite des discussions, mais ont déclaré que la Chine devait prendre en charge en partie les coûts d'ajustement auxquels les petits pays allaient faire face à la suite de la hausse prévue des exportations chinoises. " Nous estimons que les grands pays exportateurs de vêtements ont l'obligation de regarder au-delà de leurs propres frontières sur ce point et de travailler avec les pays en développement pour faciliter la transition " a déclaré un responsable de la mission américaine à Genève.

Selon plusieurs sources, notamment un rapport de l'OMC publié cet été, l'élimination définitive des contingents à la fin de cette année entraînera une hausse spectaculaire des exportations de grands pays en développement tels que la Chine et l'Inde. Cette hausse pourrait avoir des incidences négatives pour les petits pays en développement tels que le Bangladesh et Maurice qui ont jusqu'ici fondé le développement des industries textiles et de vêtements clés sur l'accès garanti en contingents aux marchés des pays développés.

Le ministre du commerce du Pakistan, Humayun Akhtar Khan, a favorablement accueilli la suppression des contingents pour les textiles et les vêtements, mais a déclaré : " Je ne pense pas que l'on puisse faire grand-chose à l'OMC " sur la question des coûts d'ajustement. Il a dit qu'il revenait plutôt aux pays à titre individuel " d'exercer les droits à leur disposition par des

mesures commerciales défensives. " Selon des responsables étatiques indiens de haut rang, l'Inde, lors de la réunion du Conseil du commerce des marchandises, avait recherché la réduction des crêtes tarifaires maintenues sur ses exportations de textiles, et invité vivement les pays développés à abaisser leurs tarifs moyens dans ce secteur. Des responsables ont déclaré que l'Inde avait également mis l'accent sur le fait qu'aucune nouvelle mesure de protection commerciale ou règle d'origine ne devait être introduite qui priverait les pays en développement des avantages de la libéralisation des échanges dans le secteur des textiles et des vêtements.

Règles d'origine restrictives dénoncées

Selon Munir Ahmad, directeur exécutif du Bureau international des textiles et des vêtements, le problème réel pour les industries de textiles et de vêtements des petits pays en développement n'était pas simplement la suppression des contingents, mais les restrictions imposées par les règles d'origine strictes des Etats-Unis et de l'UE . Ces règles d'origine, énoncées dans des accords tels que l'initiative Tout sauf les armes de l'UE et la loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA) des Etats-Unis, entravaient les exportations textiles des pays en développement vers les pays développés, freinant ainsi la croissance économique des pays en développement.

Combat des petits pays pour préparer l'industrie

Dans le même temps, les petits pays en développement tentaient d'évaluer l'impact de l'élimination progressive des contingents et d'élaborer des mécanismes d'ajustement. Les 7 protagonistes de la proposition à l'OMC ont cité des estimations selon lesquelles jusqu'à 27 millions d'emplois à travers le monde peuvent être perdus en raison de l'élimination des contingents et selon Servansing, : " Il y aura plus de perdants que de gagnants " dans le processus de suppression des contingents. Toufiq Ali, ambassadeur du Bangladesh à l'OMC, a noté que 80% des exportations de son pays reposaient sur le secteur des vêtements et que la vaste majorité de ces

exportations étaient rendues possibles grâce à l'accès garanti en contingents. La production de vêtements de confection a été un des secteurs les plus importants de l'économie du Bangladesh, avec près de 1,6 millions d'employés, soit un tiers de sa force de travail industrielle. L'évolution du marché pourrait non seulement affecter l'économie, mais aussi les relations sociales. Des millions de femmes et de filles, dont le destin est étroitement lié au sort du secteur des vêtements dans le pays, peuvent être affectées par ces changements dans les contingents. Les Bangladeshi espèrent que la communauté internationale apportera un soutien tel que l'aide et l'assistance technique aux efforts visant à améliorer les compétences et à recycler les travailleurs licenciés.

Le Cambodge est un autre pays qui est en train de tenter prendre en compte l'élimination des contingents. L'investissement étranger au cours des dernières années s'est concentré dans le secteur florissant des vêtements, qui emploie 240.000 travailleurs et qui fournit un revenu familial à près d'un million de personnes. Etant donné les prix à la production plus faibles dans d'autres parties de l'Asie, le Cambodge espère survivre dans l'environnement post-contingents en faisant connaître son label éthique à des consommateurs avertis. Les vêtements cambodgiens sont vendus en Occident avec l'aval certifié de l'OIT, ce qui implique la reconnaissance des syndicats, le paiement des heures supplémentaires, et des conditions de travail acceptables. Le pays est en train de promouvoir son industrie des vêtements comme modèle de garantie du respect des normes internationales du travail et de prévention de l'exploitation du travail des enfants.

Les groupes américains préparent une sauvegarde contre la Chine

Dans le même contexte, un responsable américain a déclaré, le 29 septembre, que l'administration Bush considérerait des demandes visant à limiter les importations de textiles et de vêtements de Chine sur la base de la menace de perturbation du marché qu'elles constituent, en dépit des observations des responsables chinois selon lesquels une telle initiative serait contestée à

l'OMC. Grant Aldonas, sous-secrétaire américain au commerce international, a déclaré que le Département du commerce considérerait les éléments de preuve présentés et que " les meilleurs éléments de preuve seraient la hausse des importations. " Il a toutefois fait état du fait que le Département était en train de préparer des directives qui décriraient d'autres types de preuves que l'industrie textile américaine pourrait présenter pour démontrer la menace, telles que la hausse des investissements chinois dans la production de textiles et de vêtements. Un affrontement entre la Chine et les Etats-Unis à propos de la sauvegarde sur les textiles peut se produire plus tôt, a-t-il déclaré, si les groupes industriels américains tentent, fin décembre, de proroger les restrictions sur les importations chinoises de soutien-gorge, de robes de chambre et de tissus tricotés imposées l'an passé.

Réunion d'experts du commerce et des migrations sur le mode 4 de l'AGCS

La libéralisation du commerce des services relevant du mode 4 de l'AGCS (Accord général sur le commerce des services), à savoir le mouvement temporaire de prestataires de services sur le territoire d'un autre Membre a été discutée les 4 et 5 octobre derniers à Genève lors d'une réunion organisée par l'Organisation Internationale des Migrations, la Banque Mondiale et l'OMC.

La réunion, intitulée, " Gestion du mouvement des personnes: Que peut-on apprendre pour le Mode 4 de l'AGCS ", a été l'occasion de clarifier le rôle et le potentiel du mode 4 de cet Accord sur les services et de réunir des officiels du commerce et des migrations en vue de futures négociations à l'OMC. Rappelons peut-être ici que le mode 4 ne concerne qu'une petite partie des flux migratoires mondiaux à savoir les travailleurs du secteur tertiaire et que la libre circulation des fournisseurs de services correspond à vieille demande de plusieurs pays en développement.

Anya Oram de la Commission Européenne a insisté sur l'importance d'une confiance mutuelle entre les gouvernements d'origine des migrants et des pays hôtes. Elle a également souhaité que des problématiques telles que la sécurité sociale, les droits des travailleurs soient abordées dans le cadre des discussions du Mode 4.

Concernant l'approche de la problématique des migrations, deux conceptions différentes s'affrontent, a relevé Sergio Marchi de la Commission sur les Migrations Internationales ; la première, celle des officiels du milieu des migrations qui tentent avant tout de comprendre et gérer le phénomène des flux et qui ne voient que secondairement le potentiel économique de celui-ci. Tout autre est l'approche des représentants des milieux commerciaux qui se concentrent en premier lieu sur les avantages économiques du phénomène. Sergio Marchi a de plus insisté sur la nécessité de réunir ces deux approches complémentaires dans le Mode 4 de l'AGCS.

La différence du mode 4 de l'AGCS avec des accords régionaux unilatéraux ou bilatéraux a été rappelée par Aaditya Mattoo, économiste en chef du groupe " Recherche et économie du développement " de la Banque Mondiale. Elle réside principalement dans le fait qu'un pays qui décide d'ouvrir un secteur particulier de son secteur des services doit le faire pour tous les pays de l'OMC sur une base non-discriminatoire. L'Accord prévoit également des limites à ces engagements contre les principes de l'accès au marché et de la préférence nationale. Une fois que l'engagement est pris, les politiques peuvent être durcies en accord avec les partenaires commerciaux actuels ou potentiels, seulement avec " compensations " sous la forme d'autres concessions commerciales (qui devront aussi être élargies à tous les membres de l'OMC). Si l'engagement n'est pas respecté, le pays sera soumis à des sanctions commerciales. Aaditya Mattoo a également relevé que l'AGCS a un vrai rôle à jouer dans l'élimination des inégalités dans l'accès aux marchés, dans la flexibilité des flux migratoires et dans la création d'un équilibre de l'offre, reliant les économies entre elles.

Pour plus d'informations sur la réunion, voir : http://www.iom.int/en/know/idm/tms_200410.shtml.

SUR LE FIL

ACP-UE : les Etats ACP fournisseurs de sucre s'attaquent aux arguments avancés par la Commission européenne en vue de la réforme du protocole sucre

Alors que l'Union européenne tente de mettre en place un mécanisme pour la réforme de son régime sucrier, sous le coup d'une condamnation par un panel de l'OMC, suite à une plainte du Brésil, les pays ACP fournisseurs de sucre sont montés au créneau pour défendre le protocole dont une réforme brutale pourrait avoir des effets dévastateurs pour leurs économies.

Lors d'une réunion tenue à Bruxelles du 4 au 6 octobre dernier, avec pour objectif de s'entendre sur les meilleurs arguments à opposer aux propositions de la commission, mises sur la table le 14 juillet 2004, les Etats ACP fournisseurs de sucre présents ont été unanimes à reconnaître que si ces propositions devaient être adoptées telles qu'elles sont actuellement, elles présenteraient de graves menaces sur les industries ACP et, en conséquences, sur le tissu socio-économique.

Le protocole sucre est une composante essentielle du régime communautaire du sucre et un élément majeur de la convention de Lomé, signé avec 16 Etats ACP, qui stipule que l'UE pourra importer 1,3 millions de tonnes de sucre par année, à des prix très proches des prix élevés reçus par les fermiers producteurs de sucre de betteraves. Ce protocole est un accord commercial préférentiel qui lie depuis longtemps les ACP et la Communauté européenne. Les ACP qui disent s'être pleinement et scrupuleusement acquittés de leurs obligations au titre de ce protocole attendent en retour de l'UE qu'elle continue à remplir les siennes dans ce même cadre.

Selon les représentants ACP présents à la réunion de Bruxelles, " l'industrie sucrière joue un rôle multifonctionnel dans les pays ACP. Elle offre une grande diversité d'avantages directs et indirects et les possibilités de diversification par l'introduction de cultures autres que le sucre sont très limitées ". C'est pourquoi, conscients que seules une réduction des coûts et une modernisation de l'industrie sucrière peut améliorer la compétitivité de ce secteur, ces Etats ont entrepris des réformes intensives. Ils reconnaissent toutefois que la durabilité de ces réformes dépend, pour une large part, du " maintien de recettes stables et prévisibles et des prix rémunérateurs".

Les pays ACP fournisseurs de sucre considèrent leur démarche comme étant d'autant plus légitime que les préférences dont ils revendiquent le maintien sont reconnues non seulement dans le cadre des accords bilatéraux EU-ACP, mais aussi par leurs partenaires au niveau multilatéral. L'accord-cadre de l'OMC du 1er août dernier prend en effet pleinement acte de l'importance des préférences commerciales tout en inscrivant la question de leur examen dans le calendrier multilatéral. De plus, " aux termes de l'accord-cadre d'août 2004, les membres de l'OMC peuvent désigner les produits sensibles pour lesquels les engagements de réduction tarifaire seront moins importants. Dans ce cas, aucune obligation ne découlerait des négociations à l'OMC en matière de réduction draconienne et immédiate des prix, comme le propose la Commission. Les ACP considèrent que d'ici 2008, la situation dans le secteur international du sucre sera plus claire et que, par conséquent, il n'est pas nécessaire que la réforme commence avant 2008 ".

La stratégie adoptée par les pays ACP semble se limiter, pour l'heure, à appeler la Commission européenne à respecter ses engagements. Le niveau de réduction des prix et les délais pour l'entrée ne vigueur et le démantèlement du mécanisme d'intervention sont jugés, d'une part non conformes aux obligations énoncées dans le protocole relatif au sucre, et d'autre part comme une négation du rôle multifonctionnel du sucre dans les pays ACP. L'impact d'une réforme brutale qui ne tiendrait pas

compte de cet aspect aurait des conséquences graves sur l'emploi, l'investissement, le développement rural, la sécurité alimentaire et la protection et la préservation de l'environnement etc.

La commission européenne estime elle-même qu'une baisse de 25% du prix du sucre européen entraînerait pour les exportateurs ACP une perte de revenu d'environ 250 millions d'euros par an. Conscients de cela, les pays ACP, soutenus par le G 90, avaient, en juillet dernier, émis l'idée d'une compensation totale à la baisse des prix garantis de l'UE et des mesures de sauvegarde pour leurs exportations de sucre. Ils ont réaffirmé en octobre qu'une éventuelle baisse des prix doit être entièrement compensée selon un mécanisme de décaissement automatique et prévisible. Ces décaissements de fonds devraient s'effectuer selon une méthode simple, et devraient intervenir en temps et être récurrents.

Les ACP et les PMA déplorent le fait que la Commission ait ignoré la proposition présentée le 3 mars 2004 dans laquelle les PMA demandaient une adaptation de l'Initiative TSA par le biais d'un accès accru sous forme d'un deuxième quota valable jusqu'en 2016, en lieu et place d'un accès en exemption de quotas. Les PMA sont d'avis qu'il est essentiel de maintenir un marché administré d'une manière harmonieuse de façon à assurer un prix garanti élevé et rémunérateur. En l'absence d'une telle approche, les propositions de la Commission ne profiteront qu'aux utilisateurs industriels de sucre dans l'UE et aux grands exportateurs de plusieurs produits de base.

Sources: notes ICTSD, ACP (www.acpsec.org).

Réunion à Harare d'experts de l'Afrique australe sur les biotechnologies

Dans le but de discuter de la problématique des biotechnologies, de ses bénéfices, des risques encourus et des questions éthiques qu'elles soulèvent, les pays africains se sont regroupés

depuis 2003 sous la bannière de l'"African Policy Dialogues on Biotechnology ". Coordonnée par le NEPAD et l'International Food Policy Research Institute(IFPRI), en collaboration avec le Food, Agriculture and Natural Resources Policy Analysis Network (FARNPAN), cette plate-forme d'experts organise, entre autres activités, des réunions où se discutent les problématiques évoquées précédemment dans le but de développer une stratégie commune sur les biotechnologies. La première de ces réunions s'est déroulée à Johannesburg les 25 et 26 avril 2003. La seconde eut lieu il y a quelques semaines à Harare (Zimbabwe) du 20 au 22 septembre 2004, rassemblant des représentants de toute l'Afrique australe. Si ceux-ci ont réitéré leur volonté de développer une approche commune sur les biotechnologies, les opinions ont fortement divergé sur la potentialité des OGM à résoudre le problème de la faim sur le continent africain.

Dans son discours d'ouverture, le Dr Olivia Muchena, Ministre du Zimbabwe pour la Science et le Développement technologique a relevé ces différentes sensibilités concernant les biotechnologies, qu'elles soient économiques, sociales ou écologiques. Elle a ajouté que " les découvertes scientifiques, génétiques et moléculaires, élargissent le champ des solutions pour éliminer la pauvreté, augmenter leurs revenus, vivre plus longtemps, être en bonne santé, avoir un standard de vie élevé, participer plus activement à la vie communautaire et mener des vies plus créatives. " Dans le même temps, le Dr Muchena a tenu à ajouter que les partisans de ces technologies avaient souvent exagéré ses avantages pour les raisons économiques, politiques et sociales. " Nous savons que la pauvreté et la faim sont causées par plusieurs facteurs économiques, sociaux et politiques. On ne peut réduire les causes de la pauvreté à un manque de développement technologique. " a-t-elle ajouté.

Le scepticisme sur les biotechnologies s'est pleinement exprimé à Harare. Il se retrouve par exemple dans les propos de Joshua Mpinga de Zambie : " Nous devons être sur nos gardes en permanence contre de nouvelles formes

d'exploitation (...) la biotechnologie est simplement une autre manière pour certains de s'enrichir, et de nous rendre plus dépendants. Si les Européens et les Américains veulent se battre pour les bénéfices liés aux biotechnologies, ils ne doivent pas nous utiliser comme champ de bataille. " Dans le même ordre d'idées, un membre de l'organisation écologique " Friends of the Earth " rajoute : " contrairement aux promesses des sociétés de biotechnologie, la réalité de ces 10 dernières années montre que la sécurité des produits génétiquement modifiés ne peut être assurée, qu'ils ne sont ni meilleurs marchés ni de meilleure qualité et qu'ils ne sont pas la solution miracle pour résoudre le problème de la faim dans le monde ".

Joseph Mugabe, Secrétaire Exécutif du Forum Science et Technologie du NEPAD a appelé les gouvernements africains à augmenter leur part du budget consacré à la recherche scientifique pour être mieux informer des risques et bénéfices potentiels des biotechnologies. Il a rajouté que les incertitudes et la confusion que l'on trouve dans les réponses données par les gouvernements africains au développement des biotechnologies sont source d'inquiétude et nécessitent une vision commune sur le sujet.

Les choix politiques des pays d'Afrique australe sur les biotechnologies sont apparus en 2002 quand il s'est agi d'accepter ou non une aide alimentaire contenant du maïs génétiquement modifié américain. Plusieurs pays, dont la Zambie, le Zimbabwe, le Malawi et le Mozambique avaient dans un premier temps rejeté cette aide alimentaire l'acceptant finalement à la condition qu'elle fût moulue.

Le Prix Nobel de la Paix 2004 attribué à l'écologiste Kenyanne Wangari Maathai

Le Prix Nobel de la Paix 2004 a été attribué à une Kenyanne : Wangari Maathai. Première femme africaine de l'histoire à recevoir cette distinction, Wangari Maathai accède ainsi à une nouvelle

reconnaissance internationale pour son action écologiste et son travail dans le domaine social.

Biologiste, elle fut la première femme d'Afrique orientale à passer un doctorat, à devenir professeur et à diriger un département (à l'Université de Nairobi). Elue écologiste au parlement kenyan depuis décembre 2002, devenue en janvier 2003, ministre-adjoint à l'Environnement, aux Ressources naturelles et à la Faune sauvage, elle est également à la tête du plus grand projet de reboisement d'Afrique le " Green Belt Movement " (" Mouvement Ceinture Verte ", GBM) créé en 1977. Cette organisation a pour but de promouvoir la biodiversité tout en créant des emplois et en donnant aux femmes plus d'autonomie au sein de la société. Grâce à l'action de son mouvement contre la déforestation, facteur de sécheresse et de pauvreté pour les populations locales, plus de 30 millions d'arbres ont été plantés au Kenya et des dizaines de milliers de personnes, dont beaucoup de femmes, travaillent dans les pépinières du mouvement.

Défense de l'environnement et promotion de la paix sont étroitement liées, a-t-elle rappelé le jour de sa nomination, à la radiotélévision publique norvégienne NRK : "L'environnement et les ressources naturelles sont un aspect important de la paix parce que, lorsqu'on détruit nos ressources, lorsque nos ressources se raréfient, nous nous battons pour nous les approprier. Nous plantons les graines de la paix, maintenant et pour le futur", et de conclure : "En protégeant l'environnement, nous améliorons aussi la façon de gouverner".

"Son approche holistique du développement durable embrasse la démocratie, les droits de l'Homme en général et les droits des femmes en particulier", a souligné le comité Nobel. "Elle pense au niveau mondial et agit sur le plan local", a-t-il ajouté. "La paix sur la terre dépend de notre capacité à améliorer notre environnement", a indiqué le comité Nobel.

EVÈNEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site :<http://www.ictsd.org/cal/index.htm>

EVÉNEMENTS À L'OMC

Lundi 18 octobre 2004

10.00 - Organe de règlement des différends

mardi 19 octobre 2004

15.00 - Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information

mercredi 20 octobre 2004

10.00 - Conseil général

jeudi 21 octobre 2004

10.00 - Comité des règles d'origine

vendredi 22 octobre 2004

9.30 - Session du Conseil général sur la cohérence
10.00 - Négociations sur le règlement des différends (Organe de règlement des différends "session extraordinaire")

EVÉNEMENTS AILLEURS

14 October Washington D.C., USA: INTERNATIONAL TRADE RESPONDS TO TERRORISM - HOW CAN SECURITY AND COMMERCE COEXIST? Sponsored by the Washington International Trade association, this event will feature Robert Perez, Director of C-TPAT Office, U.S. Customs and Border Protection, and Department of Homeland Security. Companies participating in the international trade arena -- manufacturers, importers, exporters,

transportation providers, and freight forwarders -- have been substantially impacted by the post-9/11 terror-business dynamic, including: terror threats, heightened security, modification of logistics, and new laws and regulations affecting international trade and customs. This panel will address current and proposed government security measures and industry initiatives in light of terror threats. What is the future of trade in the post 9/11 environment? For further information contact WITA, email; Internet; tel: (011) 202-312-1600.

19 October Washington D.C., USA: THE INTERSECTION OF TRADE AND CORPORATE SOCIAL RESPONSIBILITY. Sponsored by the Washington International Trade Association (WITA), this event will feature Ivvan Viera of the Russell Corporation, Susan Aaronson of the Kenan Institute in Washington, and Richard Feinberg of The Gap. Over the past decade, companies around the world have become increasingly focused on social responsibility issues and concerns. Motivated in part by their many stakeholders - workers, shareholders, customers - and by a growing realization that socially responsible production practices are good for business, the private sector has developed a range of monitors, inspection programs, and codes of conduct to ensure that goods produced around the world are done so in an ethical, legal, and humane manner. This event will provide an overview of corporate social responsibility issues in context to free trade agreements. For further information contact WITA, email; Internet; tel: (011) 202-312-1600.

19-21 October New Delhi, India : Global Forum on International Investment : Investment for Development-Forging Partnerships

The 2004 annual conference of the OECD Global Forum on International Investment (GFII) along with a series of associated events will take place in New Delhi, India, on 19-21 October 2004. The events will be hosted by the Government of India and supported by the Confederation of Indian Industry. Pour plus d'informations : http://www.oecd.org/document/56/0,2340,fr_2649_201185_32233656_1_1_1_1,00.html

21-22 Octobre 2004 Business for Development meeting, Manila. Manila, Philippines. Challenges and Options for Government and Business after the WTO Conference in Cancun

For more information on the "Business for Development" initiative, contact Mr. Peter Naray, Senior Adviser on the Multilateral Trading System (E-mail: Naray@intracen.org, Phone: +41.22.7300306, Fax: +41.22.7300576) or Mr. Gustavo Olivares, Consultant (E-mail: Olivares@intracen.org, phone: +41.22.7300271, Fax: +41.22.7300576).

24 October to 6 November Nicoya, Costa Rica: WORKSHOP AND FORUM ON GLOBALISATION AND FOOD SYSTEMS. This scientific workshop and science-policy forum, organised by the IHDP (International Human Dimensions Programme on Global Environmental Change) and IAI (Inter-American Institute for Global Change Research), will focus on interactions between globalisation and global environmental change, and the implications of these interactions for food systems and food security. For further information contact the IAI, tel: +55-12-3945-6856; fax: +55-12-3941-4410; e-mail; Internet

25-26 October Nairobi, Kenya: REGIONAL SEMINAR - CAN AFRICA TRADE HER WAY OUT OF POVERTY? This seminar is organised by CUTS-Centre for International Trade, Economics & Environment (CUTS-CITEE) and Nairobi in partnership with Friedrich Ebert Stiftung. The overall objective of the seminar is to uncover the lessons, ideas and experience in making and implementing those policies that can help reduce poverty in Sub-Saharan Africa. The seminar will provide a platform to different stakeholders to discuss and debate policy issues regarding trade and economic liberalisation and poverty reduction; and prepare an agenda for future activities of the non-state actors in monitoring the trade and economic policy regime and its impact on poverty. For further information, contact: David Maina or Clement Onyango; Telefax +254-20-572790; Email & website

28 October New Delhi, India: REVIEW MEETING ON STOCKTAKING OF PROGRESS TOWARDS SUSTAINABILITY: A PILOT STUDY OF INDIAN INITIATIVES. This meeting will be held to review the current findings of the ongoing research project titled 'Stocktaking of Progress towards Sustainability,' implemented by CUTS -- Centre for International Trade, Economics and Environment with the support of the Ministry of Environment and Forests and the Government of India (MOEF, GOI). The above research intends to measure India's progress towards sustainable development by studying the appropriateness of a basket of environmental laws, vis-à-vis the Johannesburg Plan of Implementation and the UN Guidelines for Consumer Protection. For further information contact Rajeev Mathur at Email; Tel: +91.141-228 2821-3, Fax: +91.141-228 2485, Internet.

PUBLICATIONS

En français

LA POLITIQUE SOCIALE DANS LE CONTEXTE DU DEVELOPPEMENT

En étudiant ici les expériences faites en matière de politique sociale par plusieurs vagues de pays d'Europe, d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est qui se sont industrialisés tardivement, l'auteur approfondit plusieurs questions intéressantes sur l'évolution de l'Etat providence. Pourquoi certains de ces pays ont-ils choisi d'adopter assez tôt des mesures de protection sociale? Celles-ci ont-elles été adoptées sur la pression de coalitions sociales ou d'institutions particulières? L'institution de la protection sociale a-t-elle été une initiative fondatrice de l'Etat ou celui-ci a-t-il ainsi tenté d'exploiter ou même de canaliser une capacité administrative déjà en place? Le document s'ouvre sur l'étude de l'Europe du Nord, généralement considérée comme la patrie d'origine de l'Etat providence. Les sections suivantes sont consacrées à l'expérience de l'Asie orientale et de l'Amérique latine, puis à l'évolution récente de la politique sociale en Afrique subsaharienne.

[http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/\(LookupAllDocumentsByUNID\)/88C6B1D08524FC0EC1256F1C00404E36?OpenDocument](http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/(LookupAllDocumentsByUNID)/88C6B1D08524FC0EC1256F1C00404E36?OpenDocument)

Secrétariat ACP (2003) : L'Accord de Cotonou. Manuel à l'usage des acteurs non étatiques.

http://www.acpsec.org/ExternalSheet.aspx?ArticleFileName=http://www.acp.int/ACPFfiles/2004/nsa_users_guide_fr_rev1.pdf&sessLang=2

CNUCED (2004) : Rapport sur le commerce et développement 2004

<http://www.unctad.org/Templates/webflyer.asp?docid=5228&intItemID=3236&lang=2&mode=highlights>

CNUCED (2004) : World Investment Report 2004. (en anglais seulement)

<http://www.unctad.org/Templates/Webflyer.asp?docid=5209&intItemID=3235&mode=highlights&lang=2>

OMC (2004) : Rapport annuel de l'OMC 2004

Le rapport annuel de l'OMC traite des activités courantes de l'Organisation et donne des renseignements sur sa structure, son personnel et de son budget actuel. Il est publié au premier semestre de chaque année.
http://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/anrep_f/anrep04_f.pdf

OMC : The Global Textile and Clothing Industry post the Agreement on Textiles and Clothing
Le présent document évalue l'incidence probable de la libéralisation des échanges dans le secteur des textiles et des vêtements, avec la fin des contingents d'importation, le 1er janvier 2005, quand le secteur sera assujéti aux règles de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

http://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/discussion_papers5_e.pdf

OMC : The Role of Export Taxes in the Field of Primary Commodities

Le présent document examine les effets économiques d'une taxe à l'exportation sur les prix des produits de base et le volume des exportations.

Il examine comment la richesse résultant d'une taxe à l'exportation est redistribuée entre les consommateurs et producteurs nationaux et étrangers et le gouvernement, et les effets d'une taxe à l'exportation utilisée comme instrument de politique commerciale pour améliorer les termes de l'échange des pays en développement, favoriser la diversification économique et aider les pauvres. http://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/discussion_papers4_e.pdf

FAO : La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2003-04

La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2003-04 examine dans quelle mesure les biotechnologies agricoles - notamment les cultures transgéniques - peuvent contribuer à satisfaire les besoins des plus démunis. La conclusion est que les biotechnologies agricoles sont capables de réduire la dépendance à l'égard de produits chimiques toxiques employés en agriculture, de réduire les coûts de production pour les agriculteurs, d'améliorer la teneur nutritive des aliments et d'améliorer l'efficacité la lutte contre les maladies végétales et animales. Ces progrès peuvent accroître fortement la productivité agricole et réduire le prix des aliments, mais le risque est qu'ils ne parviennent pas jusqu'aux pauvres. La publication analyse également les incidences socio-économiques des changements technologiques dans l'agriculture et passe en revues les données actuellement disponibles sur la sécurité des cultures transgéniques pour la santé humaine et l'environnement. Elle recommande des investissements ciblés dans la recherche et la vulgarisation agricoles, ainsi que dans la capacité de réglementation de ce secteur, pour faire en sorte que le potentiel des biotechnologies agricoles puisse être mis à profit pour satisfaire les besoins des pauvres. <http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

FAO : Donner du pouvoir aux petits agriculteurs. Manuels sur la formation de groupements de producteurs (CD-ROM)

Les organisations rurales réalisent concrètement le développement rural. La FAO a publié depuis le début des années 90 une série de manuels de

formation couvrant une large gamme de sujets, allant de la formation des groupes d'entraide ou la gestion des entreprises, jusqu'au développement et au financement des coopératives rurales et aux méthodes d'introduction des approches de groupe dans les projets d'investissement rural à grande échelle. Le présent CD-ROM multilingue rendra la collection complète de ces manuels accessibles à tout utilisateur de PC disposant d'un lecteur de CD-ROM et d'une imprimante. Ces directives sont destinées aux décideurs politiques des gouvernements, aux ONG et aux agents de terrain intéressés ou engagés dans la promotion des groupes de producteurs ou des coopératives pour un développement durable dans les pays en développement.

<http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

OCDE: Biomass and Agriculture: Sustainability, Markets and Policies <http://oecdpublications.gfi-nb.com/cgi-bin/OECDBookShop.storefront/>

En anglais

ECONOMIC DEVELOPMENT IN AFRICA: DEBT SUSTAINABILITY, OASIS OR MIRAGE?

Debt sustainability is basically a relative concept. The questions that beg for a response are: what level of debt is sustainable for countries in which the vast majority of the population lives on under \$1 a day per person? Have debt sustainability criteria been based on internationally recognized benchmarks such as those of the MDGs, or on objectively and theoretically verifiable criteria? What is the relationship between Africa's total external debt stocks and the actual amount of debt serviced? Is complete debt write-off a moral hazard or a "moral imperative"? The current study tries to put these and other related issues in perspective and makes a number of recommendations on how to deal with Africa's debt overhang, either through the adoption of new approaches or a major revision and improvement of present debt relief policies.

<http://www.unctad.org/Templates/webflyer.asp?docid=5457&intItemID=2068&lang=1>

Social learning and sustainability science: which role can stakeholder participation play?" in INTERNATIONAL JOURNAL OF SUSTAINABLE DEVELOPMENT 7 (2, 2004), pp 146-163. By Bernd Siebenhuner. Claims for the involvement of societal stakeholders in processes of knowledge generation abound in discussions about sustainability science and new modes of scientific research. Their participation is seen as a means for empowerment and education as well as for increasing the legitimacy of scientific research. In addition, proponents of sustainability science regard stakeholder participation as a way to integrate municipalities, interest groups, industry, and environmentalist groups into both the generation of knowledge and its practical implementation. The paper gives an account of a number of these experiences and analyses these procedures in the light of criteria derived from the discussions around sustainability science. It is the objective of the paper to deduce lessons for future approaches to participation in sustainability science.

"World globalization, sustainable development and scientific cooperation" in INTERNATIONAL JOURNAL OF SUSTAINABLE DEVELOPMENT 7 (2, 2004), pp 99-120. By Jean-Claude Bolay. Development-related questions have been raised periodically for over forty years. Development cooperation, in its turn, is also controversial, especially since its role is to make good intentions real, i.e. transform them into projects, programmes and other policy instruments generating investments that are much more pertinent than mere declarations of intent. Starting from an overview of the links between the profit-oriented trends of the globalisation process, and the non-profit aims pursued by the "development cooperation world", this article outlines the specific role that the scientific community plays or will have to play in international exchanges in order to steer the fundamental changes that contemporary societies are going through for the benefit of the greatest number.

"Policies on managing risk in agricultural markets" in WORLD BANK RESEARCH

OBSERVER 19 (2, 2004), pp 199-230. By Donald F. Larson, Jock R. Anderson, and Panos Varangis. Over the past dozen years, policymakers have largely abandoned long-standing popular approaches for addressing risk in agriculture without fully resolving the question of how best to manage the negative consequences of volatile agricultural markets. The article reviews the transition from past policies and describes current approaches that distinguish between the trade-related fiscal consequences of commodity market volatility and the consequences of price and production risks for vulnerable rural households and communities. The benefits and limitations of market-based instruments are examined in the context of risk management strategies, and innovative approaches to extend the reach of risk markets are discussed.

Retrouvez les informations sur les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD <http://www.ictsd.org/africodev/PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE> © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Responsables de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)

Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE (dieye3@hotmail.com), El Hadji Abdourahmane DIOUF (ediouf@ictsd.ch) Bathie Ciss (cissbathietc@yahoo.fr) et Josiane Ramos (jramos@ictsd.ch).

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement : unsubscribe